

FORMATION ■ L'institution sexagénaire devra désormais assurer sa survie

L'afpa va se frotter à la loi du marché

Née au lendemain de la dernière guerre pour étayer la reconstruction, l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa) était devenue le service public de formation tourné prioritairement vers les demandeurs d'emploi.

Virage à 180° : elle va devoir s'adapter à la loi du marché pour gagner des contrats assurant sa survie. « L'Afpa devient maître de son destin, mais nous devons trouver les produits nous permettant d'assumer nos charges », résume Philippe Bonnot. À l'Ensil (École nationale supérieure d'ingénieurs) de Limoges hier matin, le directeur a engagé le débat avec les agents de l'Afpa Limousin.

Au cœur de cette mutation, la disparition des subventions attribuées par les régions, qui passent en appels d'offres. « C'est 70 % de notre budget (15 à 17 millions). On se battra pour ne pas les lâcher ».

Dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire au début des années Mitterrand, l'Afpa Limousin avait en effet bé-



CULTURE. Se battre pour gagner des marchés : une nouvelle culture pour les agents de l'Afpa. PHOTO THOMAS JOUHANNAUD

néficié de l'implantation de filières nationales, sous l'impulsion du ministre Marcel Rigout. Un héritage qui se traduit par un dispositif conséquent et un effectif de plus de 350 agents, comparable à celui de la région Centre, presque quatre fois plus peuplée. L'an passé, les établissements (Guéret,

Brive, Égletons, Ussel et deux à Limoges) ont accueilli 6.000 stagiaires, dont près de 40 % ne venaient pas de la région.

Face à la concurrence, le directeur avance des atouts « qu'aucun autre organisme de formation n'a ». Il évoque notamment la qualité des formations, « reconnue excep-

tionnelle par nos "clients" eux-mêmes ». Et puis, le statut associatif de l'Afpa « nous évite de rétribuer des actionnaires ». Mais en devenant propriétaire de son patrimoine, l'Afpa va devoir aussi financer sa maintenance...

« Le pire moment... »

Du côté des agents, l'inquiétude domine. Les syndicats (FO, CGT et CFDT) dénoncent d'une même voix le projet stratégique.

« Nous perdons déjà 1.000 agents de l'orientation, dont une trentaine de psychologues en Limousin, indique Laurence Montayo-Stein, la secrétaire (FO) du comité régional d'entreprise. Et 3.000 postes (25 % des effectifs) disparaîtront d'ici 2014 ».

Au-delà des interrogations sur les exigences de mobilité, le devenir des services d'hébergement, de restauration, de sections, voire même d'établissement, le personnel vit mal la rupture. « Nous allons devoir abandonner notre mission de service public au pire moment pour les demandeurs d'emploi », résume Danièle Piot (CGT). ■

Yves Bourgnon